



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

PREFECTURE
DIRECTION DE L'INTERMINISTÉRIALITÉ
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
Bureau des ICPE et de la protection du patrimoine

installations classées pour la protection de l'environnement

Mise en demeure
SAS CONSTRUCTIONS TRILLOT
à CHAZÉ SUR ARGOS

DIDD n° 2015/444

LA PRÉFÈTE DE MAINE-ET-LOIRE
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n° D3-1992-n°338 délivré le 03 avril 1992 à la société TRILLOT SARL devenue « CONSTRUCTIONS TRILLOT » pour l'exploitation d'une installation de mise en œuvre de traitement de bois sur le territoire de la commune de CHAZÉ SUR ARGOS concernant notamment les rubriques 2415 et 2410 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 4 décembre 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite en date du 22 octobre 2015, l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées a constaté les faits suivants :

- la présence en quantité importante à l'extérieur des bâtiments de déchets non triés (tas...) entreposés dans des conditions pouvant présenter des risques de pollution (prévention des envols, infiltrations dans le sol, odeurs...) pour les populations avoisinantes et l'environnement contrairement à ce qui est mentionné à l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral ;
- le registre relatif à l'Hydrocoat (produit de traitement) permettant le suivi des quantités livrées et le suivi des quantités utilisées n'est pas mis en œuvre (conformément aux articles 4.6 et 4.8 de l'arrêté préfectoral) ;
- les contrôles d'étanchéité de la cuve de traitement ne sont pas réalisés comme stipulé à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 3.4, 4.3, 4.6 et 4.8 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société « CONSTRUCTIONS TRILLOT » de respecter les prescriptions des articles 3.4, 4.3, 4.6 et 4.8 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

ARRETE

Article 1 – La société « CONSTRUCTIONS TRILLOT » exploitant une installation de mise en œuvre de produit de préservation du bois sise sur la commune de CHAZÉ SUR ARGOS est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3.4, 4.3, 4.6 et 4.8 de l'arrêté préfectoral du 03 avril 1992 en :

- mettant en place un suivi des quantités utilisées présentes et mises œuvres du produit de préservation de bois dans les formes définies aux articles 4.6 et 4.8 de l'arrêté préfectoral ;
- réalisant les contrôles d'étanchéité de la cuve de traitement comme stipulé à l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral ;
- procédant à l'élimination des déchets entreposés et accumulés dans les filières de traitement adéquates et dûment autorisées conformément à l'article 3.4 de l'arrêté préfectoral.

dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - L'exploitant adresse à la préfecture de Maine-et-Loire, bureau des ICPE et de la protection du patrimoine, **dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté**, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 5 - Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie de CHAZÉ SUR ARGOS ensuite conservée dans les archives de la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de CHAZÉ SUR ARGOS et envoyé à la préfecture, bureau des ICPE et de la protection du patrimoine.

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de SEGRÉ, le maire de CHAZÉ SUR ARGOS, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la SAS « CONSTRUCTIONS TRILLOT » par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à ANGERS, le **22 DEC. 2015**

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général de la préfecture,

Pascal GAUCI